

Cinq pesticides classés cancérogènes par l'OMS

Cinq pesticides, dont le Roundup, ont été classés vendredi cancérogènes "probables" par l'agence du cancer de l'OMS

Cinq pesticides ont été classés vendredi par l'Organisation mondiale de la santé comme cancérogènes "probables" ou "possibles". On trouve parmi eux **le glyphosate**, présent notamment dans **le Roundup**, l'un des herbicides les plus vendus au monde. A celui-là s'ajoutent quatre insecticides (le malathion, le diazinon, le tetrachlorvinphos et le parathion) considérés comme dangereux pour la santé chez l'homme. L'OMS dispose de "**preuves limitées**" mais que les **expert considèrent comme suffisantes** pour affirmer que ces substances ont probablement un effet cancérigène chez l'homme.

Le glyphosate, très utilisé par les agriculteurs

Ces insecticides font l'objet de nombreuses restrictions dans la plupart des pays. Toutefois, la classification de l'OMS n'a **aucun caractère contraignant** pour les Etats.

Reste donc le cas préoccupant du glyphosate, présent dans le Roundup, une substance utilisée par les particuliers comme par les agriculteurs. Ses ventes ont explosé depuis l'introduction d'**OGM qui résistent à cette substance**, ce qui permet aux agriculteurs de tuer les mauvaises herbes en une seule fois en arrosant un champ sans risquer leur production.

Risque sanitaire ?

Du glyphosate a été retrouvé dans l'air, dans l'eau et dans la nourriture, selon l'OMS qui précise que la **population générale est notamment exposée** lorsqu'elle habite à côté de zones traitées.

Le Roundup est produit par **Monsanto, le géant mondial de l'OGM**, qui n'a pas manqué de marquer son désaccord avec les conclusions des experts de l'OMS, en raison du peu de preuves avancées. La multinationale a par ailleurs indiqué que l'organisation avait déjà classé, dans le passé, le café ou les téléphones portables comme "cancérogènes probables".

Mais plusieurs experts indépendants et des associations de défense de l'environnement se félicitent de ces conclusions et demandent à présent à l'Union Européenne de prendre des **dispositions pour limiter le risque sanitaire**.